

MONDE

Une gouvernance mondiale de plus en plus urgente

28 mars 2013 à 19:04

TRIBUNE Alors que la crise invalide les thèses de la vague néolibérale des années 1980, il est indispensable de réinventer l'ONU.

Par **BERNARD MIYET**, ex-secrétaire général adjoint de l'ONU, membre du Collegium International

Depuis trois décennies au moins, nombreux sont les responsables politiques, économistes patentés ou commentateurs autorisés à dénoncer l'inertie ou l'impuissance du système des Nations unies dont l'échec serait tellement évident qu'il conviendrait de le remplacer par un système plus rationnel et cohérent.

Pourtant dès l'origine, l'exigence de l'organisation d'une gouvernance mondiale responsable et organisée avait été envisagée dans le cadre onusien avec la mise en place d'un Conseil économique et social des Nations unies. Cette même ambition avait présidé à la création dans les années 60 de la Cnuccd, époque où les pays en développement, inspirés par les idées de Raúl Prebisch, voulaient rééquilibrer les rapports de force économiques, financiers ou technologiques et anticiper le développement ordonné des pays du Sud dans un contexte de coopération internationale plus équilibrée.

Mais les États occidentaux les plus puissants, Etats-Unis et Grande-Bretagne en tête, ont dès le début des années 1980, organisé le démantèlement de toute superstructure supranationale, la suppression des réglementations «inutiles et superflues», la réduction du rôle et de la place de l'Etat dans le secteur économique, la nécessaire flexibilité du marché du travail, la libération totale des marchés de capitaux et l'éviction de toute institution financière régulatrice.

Le libre jeu du marché devait apporter la réponse à tous les problèmes grâce au génie de Milton Friedman et d'Alan Greenspan, devenus les nouveaux hérauts d'un monde occidental fasciné par Reagan et Thatcher. Les occidentaux ne sont-ils pas aujourd'hui pris à leur propre piège sous l'effet boomerang d'une politique conçue en faveur des intérêts des seuls fonds d'investissements et groupes multinationaux - apatrides par nature - et devenue très favorable aux nouveaux milliardaires et fonds souverains des pays émergents?

Or, une gouvernance mondiale est incontournable pour pouvoir surmonter la répétition de crises financières de plus en plus graves ou répondre à la crise systémique résultant de l'enchevêtrement des dérèglements de dimension planétaire qui s'accroissent dans les domaines interconnectés de l'environnement (traités de manière parcellaire par des conférences spécialisées ou divers organismes: PNUE, OMI, PNUD, Banque mondiale...), financiers (à peine effleurés par le FMI, la BRI ou le G20), commerciaux (OMC) et sociaux (BIT)?

D'aucuns estiment que l'impasse dans laquelle se trouve la communauté internationale résulte de la prégnance du système wespalien de l'État-Nation, lequel n'est plus adapté et devrait d'autant plus être remis en cause que les gouvernements nationaux sont désormais dépassés par le capitalisme de marché du fait des forces autonomes de l'économie et de la technologie.

Il est vrai que l'on peut déplorer l'absence tragique de résultats tangibles du système onusien depuis plusieurs décennies en raison de l'absence de volonté politique ou du double langage des États, mais aussi parfois du fait de la logique propre à des institutions tant intergouvernementales qu'internationales désireuses avant tout de protéger leur pré carré et le pouvoir de leur technocratie? Mais la cause essentielle de cet échec réside dans le fait que les dirigeants les plus influents des Etats occidentaux - subjugués par la doctrine néolibérale que la presse dite sérieuse a d'ailleurs embrassée sans aucun recul ni état d'âme - ont sciemment organisé cette dépossession de pouvoir des organisations intergouvernementales, comme des États, au profit d'institutions financières privées et de groupes multinationaux.

Les palinodies des G5, G7, G8, G20, censées pallier la carence de l'ONU, ont démontré la vanité, l'incompétence, l'inconscience ou l'hypocrisie de leaders dépassés par les événements dramatiques qu'ils ont contribué à déclencher depuis le début des années 80. Aucun de ces forums aussi prestigieux qu'intermittents n'a été capable de régler les problèmes qui se posent à la planète de manière plus efficace qu'un Conseil économique et social des Nations Unies ou qu'une Cnuccd qui avaient le mérite d'être au moins plus structurés, plus représentatifs et plus démocratiques.

Saura-t-on prendre la mesure des échecs répétés et de la récurrence des crises auxquels nous sommes confrontés depuis 30 ans maintenant? La tâche est immense car les cartes ont été sérieusement rebattues sur la scène internationale: les occidentaux n'ont plus aujourd'hui la légitimité, la capacité ou la possibilité d'imposer leur point de vue ou leur ligne, s'ils en ont encore une. Par égoïsme ou par arrogance, ils ont raté l'occasion de négocier les conditions d'un développement équilibré et d'une transition ordonnée dans le contexte du «nouvel ordre économique mondial» lorsqu'il était encore temps, pour succomber à la tentation du «veau d'or» que représentait le mythe du marché roi, la remise en cause du rôle de l'Etat et le dogme de la dérégulation. Les nouvelles

puissances, qui ont vu le jour au Sud veulent désormais profiter de la nouvelle donne, seront demain des interlocuteurs plus agressifs et sûrs d'eux sans avoir cédé dans l'intervalle à la mode du moins d'Etat ou de la concurrence débridée.

Comment, dans ce contexte, revenir aux idéaux et valeurs qui ont permis de créer cet outil irremplaçable et lui permettre de se réinventer ? C'est le défi majeur des années à venir alors que le temps est compté !

Le Collegium International est un réseau de leaders politiques et de scientifiques, philosophes et économistes traitant les questions des crises contemporaines et de la nécessité de la gouvernance mondiale (www.collegium-international.org)

Bernard Miyet participera au Forum de Rennes samedi 30 mars.

ALLER PLUS LOIN Lire tous les articles du dossier [Rennes 2013 : La confiance règne ?](#)
